

N° 7731

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Projet de loi concernant l'acquisition
par l'Etat de l'ancienne abbaye
d'Echternach.

1920/21.

Ch. Longueur

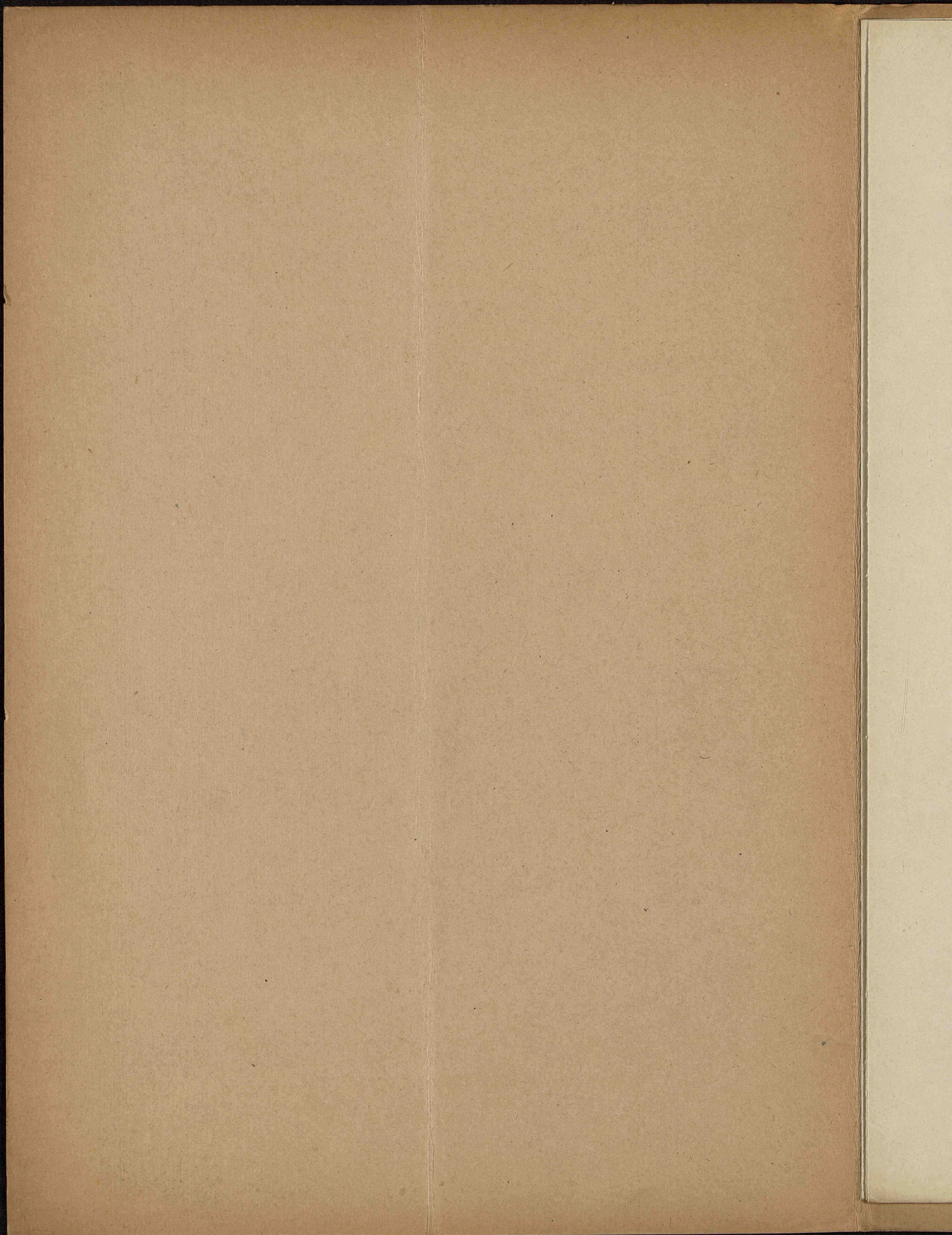
Brasserie du B

Faber pos. - rue J. B.

Staatsarchiv Luxemburg

Zbl. 5.

Nr. 2837.



PROJET DE LOI

CONCERNANT

l'acquisition par l'État de l'ancienne abbaye d'Echternach.



Dépêche au Conseil d'État.

Luxembourg, le 4 octobre 1920.

Monsieur le Président,

En exécution de la décision prise par la Chambre des députés dans sa séance du 30 juillet dernier, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'État un projet de loi concernant l'acquisition par l'État de l'ancienne abbaye d'Echternach.

L'acquisition a eu lieu, tout d'abord en vue de la conservation d'un monument d'une valeur historique incontestable; quant à son utilisation ultérieure, je crois pouvoir dire, sans exagération, que nous n'avons que l'embarras du choix.

A raison de la grande superficie des immeubles, le prix de 430.000 fr. peut être considéré comme modique.

J'ai l'honneur de joindre l'acte de vente du 2 avril 1920 qui vous fournira tous les renseignements nécessaires.

Veuillez avoir l'obligeance, M. le Président, d'appeler le Conseil d'État à délibérer sur le projet de loi ci-dessus dans une de ses prochaines séances.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,*

A. LIESCH.

Projet de loi.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. — L'acquisition faite par l'État de l'immeuble situé à Echternach et connu sous le nom de « ancienne abbaye d'Echternach » est approuvée.

Art. 2 — Il est alloué au Gouvernement un crédit de 450.000 fr. pour le paiement du prix d'acquisition de cet immeuble en principal, frais et intérêts.

Ce crédit sera inscrit sous l'art. 110⁵ du budget de l'exercice 1921.

Mandons et ordonnons etc.

Avis du Conseil d'État.

Suivant acte reçu par le notaire Salentiny d'Ettelbruck, le 2 avril 1920, les héritiers de feu Henr Dondelinger d'Echternach ont vendu à l'État, représenté par le Directeur général des travaux publics, la part de leur auteur dans l'ancienne abbaye d'Echternach lui échue à la suite d'une licitation reçue par le notaire Baldauff le 9 avril 1877, le tout plus amplement décrit en l'acte d'acquisition; le prix de vente a été fixé à 430.000 fr. payables en argent luxembourgeois dans la huitaine

du vote des crédits nécessaires; les vendeurs ont déclaré en outre qu'ils ne seraient plus liés si ce vote n'a pas lieu avant le 1^{er} août 1920.

Dans un rapport daté du 28 février 1920 l'architecte de l'État déclare que l'acquisition par l'État de la seconde partie de l'ancienne abbaye d'Echternach au prix de 500.000 fr. constituerait non seulement une bonne affaire sous le point de vue financier, mais doit être considérée comme l'accomplissement d'une obligation imposée à l'État dans l'intérêt de la conservation d'un de nos plus intéressants monuments historiques; qu'il serait impardonnable si justement la plus belle partie de ce monument tombait entre les mains d'un spéculateur, la mutilant sans scrupule.

Le 25 avril 1918 l'architecte de l'État s'était déjà exprimé dans le même sens indiquant au surplus à quelle destination les bâtiments pourraient éventuellement servir.

Par sa dépêche du 4 octobre 1920 M. le Directeur général des travaux publics prie le Conseil de donner son avis sur l'acquisition dont s'agit.

Il serait difficile de contester que l'État avait tout intérêt à acquérir la seconde moitié d'un bâtiment, dont l'autre moitié, dans laquelle se trouve logé le gymnase, lui appartient déjà; en outre la conservation d'un bâtiment de cette importance ayant un caractère historique et monumental semblait s'imposer, surtout en présence du prix réduit à 430.000 fr. D'un autre côté il résulte de l'avis du Conseil en date du 7 janvier et., sur le budget de l'État, que notre passif s'achemine vers le demi-milliard et que les finances publiques sont entrées dans une phase qui conduit tout droit à l'abîme si nous ne mettons pas un frein énergique à nos dépenses. Les circonstances dans lesquelles l'acquisition a dû se faire, n'autorisent pas le Conseil à émettre un avis défavorable.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 janvier 1921.

Le Secrétaire,

A. FUNCK.

Le Président,

V. THORN.



Hoboye
de l'Etat

Suivant acte reçu par le notaire Laurent
D'Ellebruech le 2 avril 1920 les héritiers de feu
Henri Dondelinger D'Eschternach ont vendu à l'Etat
représenté par le Directeur général des Travaux publics
la part de leur auteur dans l'ancienne abbaye D'Eschternach
nach lui échue à la suite d'une licitation reçue par le
notaire Walderuff le 9 avril 1877, le tout plus ample-
ment décrit en l'acte d'acquisition, le prix de vente
a été fixé à 430.000 fr payables en argent lesdits
prix dans la huitaine du vote des crédits nécessaires, les
vendeurs ont déclaré en outre qu'ils ne seraient plus liés si
ce vote n'a pas lieu avant le 1^{er} août 1920.

Dans un rapport daté du 28 février 1920 l'architecte de l'Etat
déclare que l'acquisition pour l'Etat de la seconde partie de
l'ancienne abbaye D'Eschternach pour un prix de 300.000 fr
constituait non seulement une bonne affaire sous le
point de vue financier, mais doit être considérée comme
l'accomplissement d'une obligation imposée à l'Etat pour
l'intérêt de la conservation d'un de nos plus importants
monuments historiques, qu'il serait impardonnable si
j'insistait la plus belle partie de ce monument tombant
entre les mains d'un spéculateur, la mutilant sans
scrupule.

Le 27 avril 1918 l'architecte de l'Etat s'était déjà exprimé
dans le même sens indiquant ces surplus à quelle destination
les bâtiments pourraient actuellement servir.
Par sa dépêche du 22 octobre 1920 M. le Directeur général
D'Eschternach prie le Conseil de donner son avis sur
l'acquisition dont s'agit.

Il serait difficile de contester que l'Etat avait
tout intérêt à acquiescer la seconde partie des bâti-
ments pour l'acquisition de la seconde partie de son bâti-
ment pour l'acquisition de la seconde partie de son bâti-
ment le 9 janvier, lui appartenant déjà, d'un autre
côté la conservation d'un bâtiment de cette importance
ayant un caractère historique et monumental se doit
s'imposer surtout en présence du prix révisé à 430.000 fr.
D'un autre côté il résulte de l'avis du Conseil en date
du 7 janvier et sur le budget de l'Etat, que notre pays
s'achemine vers le deux milliards et que les finances

publiques sont entrées dans une phase qui
conduit tout droit à l'abîme si nous ne mettons
pas un frein d'énergie à nos dépenses.
Les circonstances dans lesquelles nous nous
trouvons ne nous permettent pas
de faire ce que nous voudrions.
Le Conseil a émis un avis défavorable
à l'égard de l'opération dont il s'agit, et l'union
risque de se mettre en avis défavorable.

Donné à l'Assemblée en séance plénière le 18

Janvier 1911.

Le Président

Le Secrétaire

[Signature]

[Signature]

Luxembourg, le 4 octobre 1920.

6

Travaux Publics

N° 1990.

ANNEXES.

Monsieur le Président,

En exécution de la décision prise par la Chambre des Députés dans sa séance du 30 juillet dr., j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat un projet de loi concernant l'acquisition par l'Etat de l'ancienne abbaye d'Echter-nach.

L'acquisition a eu lieu, tout d'abord en vue de la conser-vation d'un monument d'une valeur historique incontestable; quant à son utilisation ultérieure je crois pouvoir dire sans exagération, que nous n'avons que l'embarras du choix.

A raison de la grande superficie des immeubles, le prix de 430.000 francs peut être considéré comme modique.

J'ai l'honneur de joindre l'acte de vente du 2 avril 1920 qui vous fournira tous les renseignements nécessaires.

Veuillez, avoir l'obligeance, Monsieur le Président, d'ap-peler le Conseil d'Etat à délibérer sur le projet de loi ci-dessus dans une de ses prochaines séances.

Le Directeur général de la Justice

et des Travaux publics,

*Rien à voir
pièces:
H. Hougoumont
Branca
Faberfor.
(distribution en
circulation) N° 1920*

Just.

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat,

E/V.

Projet de loi.

Nous Charlotte etc;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Avons ordonné et ordonnons :

Art.1.- L'acquisition faite par l'Etat de l'immeuble situé à Echternach et connu sous le nom de "ancienne abbaye d'Echternach" est approuvée.

Art.2.- Il est alloué au Gouvernement un crédit de 450.000 francs pour le paiement du prix d'acquisition de cet immeuble en principal, frais et intérêts.

Ce crédit sera inscrit sous l'art. 104⁶ du budget de l'exercice 1920.

Mandons et ordonnons, etc.

N° 2

V

2 av

Enpl

Timb

Enre

Port

Témo

p.f.

pl.

honor

Exp.

Conf

1%

Remi

le 2

les

pend

N° 201.

Vente
du
2 avril 1920.

Empl 2 heures.

Frais :
Timbre Mte. 2.-
" Exp. 5.-
Enreg. ---
Port 1.25
Témoins 1.25
p.f.enreg. 2.50
pl. & extr. ---
honor. 440.-
Exp. 3.30
Conf. pré. 1200.-
1% déb. ---
1655.30

Remis la présente
le 29 septembre 1920
les frais restant es-
pendant dus.

Pardevant Maître Lucien Salentiny, notaire à la rési-
dence d'Etzelbrück Grand-Duché de Luxembourg en présence de
deux témoins;

Ont comparu :

D'une part comme vendeurs:

1. La demoiselle Lucie Donselinger propriétaire-rentière demeu-
rant à Echternach;

2. Le sieur Georges Lamort ingénieur demeurant à Luxembourg;

3. Monsieur Charles Libotte directeur des Hauts-Fourneaux
demeurant à Rodange, agissant tant en nom personnel qu'en sa
qualité de fondé de pouvoir a) de son épouse Christine Loser
sans état particulier demeurant avec lui à Rodange; b) du sieur
Hubert Loser, ingénieur demeurant ci-devant à Echternach et au-
jourd'hui à Paris; c) de la dame Lucie Loser sans état particu-
lier veuve d'Arthur Rutten demeurant à Bruxelles, rue Marie-
Anne; d) Monsieur Henri Loser, ingénieur demeurant à Paris rue
Pergolèse, numéro quarante-six;

La procuration du sieur Henri Loser est annexée à un acte
de vente reçu par le notaire instrumentaire en date du quinze
janvier mil neuf cent dix-sept, tandis que les pouvoirs des
dames Libotte et Rutten et du sieur Hubert Loser ont été reçus
par acte authentique du notaire instrumentaire en date du vingt
mars mil neuf cent vingt;

1.25	Port
1.25	Témoins
2.50	P. l. enver.
	P. l. & exte.
4.40.-	Honor.
3.30	Exp.
1200.-	Cont. p. l. 1200.-
	12.00
	Exp.
	Timote Mte.
2.-	

Remis la présente
le 29 septembre 1950
les frais restant en-
dehors des.

Parolevost Matire Iudien Salientny, notaito 2 la test-

Le 10/11/68

Text removed

ISTECROS INC

1940-1941

II. La enseñanza de la literatura en el aula

1900

2. He also stated that the following information was obtained from the above mentioned sources:

3. Monsieur Charles Libotte directeur des Hauts-Fourneaux

SECRET

Qualité de l'air et de l'eau

vous êtes partielle de... avec lui à l'heure; p) de l'avis

Hubert Losser, Präsident des Kantonsrats von Basel-Stadt, ist ein

Journal, n° 1 à Paris; C) et la dame Lucile Loefer sans état partie-

1107

Annex: 4) Monastery of Saint Joseph, in the city of Tula, the

Петровъ, Иванъ Ивановичъ

La presentation en elient Henri Loefer est annexée à un acte

de vente reçu par le notaire instrumentaire en date du quinze

January 11, 1941, New York, New York

James Tibbets et Walter Houser ont été reconnus

par acte authentique du notaire instrumentaire en date du vingt

:Faintly trace them in atom

D'autre part comme acquéreur :

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg représenté par le sieur Auguste Liesch, Directeur/général de la Justice et des Travaux publics, demeurant à Luxembourg;

Les premiers dénommés Lucie Donselinger, Georges Lamort et Charles Libotte, agissant à cette qualité comme dit est, déclarent par les présentes vendre sous toute garantie de fait et de droit, à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son Directeur général Monsieur Auguste Liesch, les immeubles et objets mobiliers ci-après désignés, savoir :

A. Immeubles situés dans la ville d'Echternach, section B du cadastre:

Numéro 1306, "Porte Saint Willibrod", maison, bâtiment, place, contenant deux ares, cinquante centiares 02 50

Numéro 1307, "im Kloster", jardin contenant quatre-vingt-neuf ares, soixante-dix centiares 89 70

Numéro 1308, "im Kloster", bâtiment, contenant deux ares, six centiares 02 10

Numéro 1309/1109, "im Kloster", bâtiment contenant quarante-huit ares, quatre-vingts centiares 48.80

Numéro 1311/1810, "im Kloster", bâtiment pré contenant vingt-deux ares, cinquante centiares 22 50

Numéro 1311/1811, "im Kloster", pré contenant quatre-vingt-et-onze ares: 91 00

Numéro 1315/1112, "im Kloster", maison, bâtiment, cour, contenant un hectare, cinquante centiares 100 50

Numéro 1318, "im Kloster", jardin contenant cinq ares, quatre-vingts centiares 0 5 80

Partie de l'ancien numéro 70, "im Kloster", jardin contenant trois ares, soixante-dix centiares 03 70

D'autre part comme seigneur :

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg représenté par le sieur

Auguste Liess, Directeur général de la Justice et des Travaux

Publiés, tenant à Luxembourg;

Les premiers témoins sont les D^{rs} Liess, Georges Laroit et

Charles Liess, agissant en leur qualité comme dit est, assés-

tant par les présentes venant sous leurs garanties de fait et de

droit, à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par

son Directeur général Auguste Liess, les immeubles

et objets mobiliers ci-après désignés, savoir :

A. Immeubles situés dans la ville d'Esch-sur-Alzette, section

En cadastre :

Numéro 1306, "Porte Saint Willibrord", maison, bâtiment, pièce,

contenant deux ares, alignement cadastré

Numéro 1307, "im Kloster", jardin conte-

nant quatre-vingt-neuf ares, alignement cadastré

Numéro 1308, "im Kloster", bâtiment, contenant

deux ares, dix centiares

Numéro 1309/1102, "im Kloster", bâtiment

contenant quarante-huit ares, quatre-vingts

centiares

Numéro 1311/1310, "im Kloster", bâtiment

pré contenant vingt-deux ares, alignement cadastré

Numéro 1311/1311, "im Kloster", pré contenant

quatre-vingt-et-une ares;

Numéro 1312/1312, "im Kloster", maison, pièce,

bâtiment, sont, contenant six ares, vingt-neuf

centiares

Numéro 1313, "im Kloster", jardin contenant

deux ares, quatre-vingts centiares

Partie de l'ancien numéro 70, "im Kloster",

jardin contenant trois ares, soixante-dix centiares

Numéro 188²/1774, "im Frombongert", pré conte-
nant onze ares, dix centiares, ^{1964² et 188/7+6} Le restant des numéros 188²/1774, "im From-
bongert", pré contenant trente-six ares, 36 00

Ensemble d'une contenant de quatre hectares, treize 4 13 70
ares soixante-dix centiares.

B. Immeuble situé en Prusse, commune d'Echternacherbrück,
Flur zwei, Numme 311, "Grossacht", Brunnenghaus, contenant 14
quatorze centiares 14 0 14

C. Les tentures en cuir repoussé et peint qui s'étaient
trouvées à l'abbaye et qui sont remises pour le moment dans
la maison Donselinger à Echternach; 14 0 14

Ces immeubles et meubles passent à l'Etat du Grand-Duché
dans l'état où ils se poursuivent et comportent sans aucune
exception ni réserve francs et libres de toutes dettes, charges,
privilèges, hypothèques et droits résolutoires avec toutes
servitudes actives et passives, occultes et apparentes. Les
contenances indiquées sont celles qui sont renseignées par les
livres cadastraux. Les vendeurs n'assument aucune garantie
pour l'état des immeubles et meubles et les contenances et il
n'y aura lieu à aucune réclamation de la part de l'acquéreur
pour différence dans la contenance lors même que cette différence
excéderait un vingtième. L'objet de la présente vente porte sur
un ensemble d'immeubles faisant partie de l'ancienne abbaye et
qui sont limités par la fabrique d'église d'Echternach, le
domaine de l'Etat, la ville d'Echternach, la Sûre, la société
des chemins de fer Prince-Henri différents propriétaires parti-
culiers et la place publique dite "Vulpert".

Depuis la révolution française les biens vendus apparte-
naient à la famille des vendeurs. Suivant acte reçu par le no-
taire Witry d'Echternach en date du douze mai mil huit cent
vingt-neuf, Jean Henri Donselinger père, fabricant de fayences
à Echternach, père, respectivement grand-père des vendeurs avait
acquis ces biens sur ses cohéritiers et en mil huit cent soixante

Les parties renouent à l'action rémédiale.

Depuis la révolution française les biens venant appartenir
 à la famille des vendeurs. Suivant acte reçu par le notaire
 Willy d'Enthoven en date du douze mai mil huit cent
 vingt-neuf, Jean Henri Donnelinger père, fabricant de layettes
 à Enthoven, père, respectivement grand-père des vendeurs avait
 acquis ses biens sur ses économies et en mil huit cent soixante
 sept chemin de fer Prusse-Haut Rhénan différents propriétaires parti-
 culiers de l'Etat, la ville d'Enthoven, la gare, la société
 qui sont limités par la fabrique d'Enthoven, la
 un ensemble d'immeubles faisant partie de l'ancienne abbaye et
 excédait un vingtième. L'objet de la présente vente porte sur
 pour différences dans la contenance lors même que cette différence
 n'y aura rien à aucune réclamation de la part de l'acquéreur
 pour l'état des immeubles et meubles et les contenances et il
 livres cadastraux. Les vendeurs n'assument aucune garantie
 contenances indiquées sont celles qui sont renseignées par les
 servitudes actives et passives, censuelles et apparentes. Les
 privilèges, hypothèques et droits résolutoires avec toutes
 exceptions ni réserve faites et libres de toutes dettes, charges
 dans l'état où ils se trouvent et comportent sans aucune
 Ces immeubles et meubles passent à l'Etat du Grand-Duché
 la maison Donnelinger à Enthoven;

C. Les tentures en cuir tapissées et peintes qui se trouvaient
 dans les tentures, Brunnshausen, contenant
 B. Immeuble situé en Prusse, commune d'Enthoven,

ensemble d'une contenance de quatre hectares, treize
 ares soixante-dix centiares,

Le total des numéros 188-1774, "in Prusse"
 188-1774, "in Prusse", dix centiares,

N° 188-1774, "in Prusse", dix centiares,

Les frais du présent contrat sont à charge de l'acquéreur;

Le présent contrat ne sera définitivement qu'après le par acte du même notaire Witry d'Echternach reçu le treize vote du crédit nécessaire pour le paiement du prix par la Chambre d'août 1917. Si le vote de crédit n'a pas lieu avant le premier de Jean Henri Donselinger père et en vertu de cette licitation août mil neuf cent vingt, les vendeurs ne seront plus liés. Les mêmes biens ont été attribués à la dame Donselinger-Foehr

Dont acte et à ses enfants parmi lesquels le prédécesseur des vendeurs le lu et interprété aux comparants et aux témoins en présence sieur Jean Henri Donselinger fils.

Les comparants tous connus de nous notaire par leurs noms. A la mort de la dame Donselinger-Foehr survenue le six-
septembre et décédée;

neuf mai mil huit cent soixante-quinze et par acte de licitation fait et passé à Ettelbrück en l'étude du notaire instruction reçu par le notaire Jean Joseph Evrard Baldauff en date du septième le deux avril mil neuf cent vingt en présence comme neuf avril mil huit cent soixante-dix sept, Jean Henri Donselinger fils a acquis ces mêmes biens sur ses parents. Le 31. 7. 1917 Jean Henri Donselinger est venu à décéder et sa succession qui comprend entre Pierre Frantzen, commerçant tous deux demeurant à Ettelbrück, autre les biens faisant l'objet du présent contrat est échue qui ont signé le présent contrat avec les comparants et nous aux vendeurs.

Entrée en jouissance. L'entrée en jouissance a lieu immédiatement. (signé) L. Donselinger, Ch. Libotte, G. Lanort, Liesch.

Les contributions de l'Etat et communales sont à charge M. Molitor, J.P. Frantzen, L. Salentiny. de l'acquéreur à partir du premier janvier mil neuf cent vingt. Quatre renvois et quatre-vingt-six notes royales, Rare- L'acquéreur aura à respecter les baux verbaux conclus quatre à Diekirch, le treize avril 1920, vol. 359, fol. 6. pour l'année mil neuf cent vingt;

Pour ce qui concerne le jardin numéro 1307 et le verger numéro 1311/1811 au plan les vendeurs se réservent la jouissance respectivement le prix des baux pour l'année mil neuf cent vingt. (signé) Meyer, Pour copie conforme.

Ettelbrück le 29 septembre 1920.
Prix. Le prix de vente pour les immeubles et objets mobiliers est de quatre cent trente mille francs, payable en argent luxembourgeois, payable huitaine après le vote des crédits nécessaires par la Chambre des Députés; après ce délai le prix de vente portera intérêts à quatre pour cent. Les vendeurs déclarent que tout le prix de vente sera payable entre les mains et sur la quittance du sieur Libotte préqualifié, auquel ils confèrent par la présente tous pouvoirs.

Le sieur Auguste Liesch déclare que le Gouvernement fait cette acquisition dans un but d'utilité publique.

Les parties renoncent à l'action résolutoire.

Les parties renoncent à l'action résolutoire.

cette adjudication dans un but d'utilité publique.

Le sieur Auguste Lissac déclare que le Gouvernement fait

ils confèrent par la présente tous pouvoirs.

main et sur la distance au sieur Lissac présumé, lequel

éclairent que tout le prix de vente sera payable entre les

de vente portera l'ordre à quatre pour cent. Les vendeurs

nécessaires par la Chambre des Députés; après ce délai le prix

sera payé à l'échéance, payable huitaine après la vente des articles

billets est de quatre cent trente mille francs, payable en ar-

Prix. Le prix de vente pour les immeubles et objets so-

cent vingt.

année respectivement le prix des deux pour l'année mil neuf

numéro 1311/1312 en plus les vendeurs se réservent la jouis-

Pour ce qui concerne le jardin numéro 1307 et le verger

pour l'année mil neuf cent vingt;

L'acquéreur aura à respecter les deux vergers suivants

de l'acquiescent à partir du premier janvier mil neuf cent vingt.

Les contributions de l'état et communales sont à charge

également.

Entrée en jouissance. L'entrée en jouissance a lieu immé-

aux vendeurs.

entre les biens faisant l'objet du présent contrat est connue

l'acte est venu à l'échec et la succession qui comprenait entre

l'acte est venu à l'échec et la succession qui comprenait entre

neuf avril mil neuf cent vingt-vingt, Jean Henri Donati

tion pour le notaire Jean Joseph Rivet Malanville en date du

neuf mil huit cent soixante-dix-neuf et par acte de l'acte

A la mort de la dame Donati Rivet-Poent arrivée le dix-

siège Jean Henri Donati Rivet fils.

et à ses enfants par le décès de la prédisposée des vendeurs le

ses mêmes biens ont été attribués à la dame Donati Rivet-Poent

de Jean Henri Donati Rivet père et en vertu de cette liquidation

assemblée, ses mêmes biens ont été liquidés entre les cohéritiers

par acte du même notaire Willy d'Herfmesen reçu le treize

Les frais du présent contrat sont à charge de l'acquéreur;

Le présent contrat ne sera définitivement- qu'après le vote du crédit nécessaire pour le paiement du prix par la Chambr^e des députés. Si le vote de Crédit n'a pas lieu avant le premier août mil neuf cent vingt, les vendeurs ne seront plus liés.

Dont acte

lu et interprété aux comparants et aux témoins en présence des comparants tous connus de nous notaire par leurs noms, états et demeures;

Fait et passé à Ettelbrück en l'étude du notaire instrumentaire le deux avril mil neuf cent vingt en présence comme témoins des sieurs Nicolas Molitor facteur pensionné et Jean Pierre Frantzen, commerçant tous deux demeurant à Ettelbrück, qui ont signé le présent contrat avec les comprants et nous notaire.

(signé) L. Donzelinger. Ch. Libotte. G. Lamort. Liessch.
~~N. Molitor.~~

N. Molitor. J.P. Frantzen. L. Salentiny.

quatre renvois et quatre-vingt-six mots royés, Enregistré à Diekirch, le treize avril 1920. vol. 359. fol. 8. case 2.

Gratis.

Le Receveur (signé) Meyer.

Pour copie conforme.

Ettelbrück le 29 septembre 1920.

s./ Salentiny.

Pour copie conforme.

Le Directeur général de la Justice
et des Travaux publics,

fin.

Les trois en présent sont à charge de l'assemblée;

Le présent contrat ne sera définitivement du 15 mars 1920
voté en assemblée générale pour le paiement du prix par le Crédit
des députés. Si le vote du Crédit n'a pas lieu avant le premier
août 1920, les versements ne seront plus liés.

Dont acte
Il est intervenu aux comparants et aux témoins en présence
des comparants tous connus de nous notaire par leurs noms,

et de nous;
Il est passé à Ktebriek en l'étude du notaire inscri-
mentaire le deux avril 1920 en présence comme
témoins les sieurs Nicolas Molitor, teneur de livres et Jean
Pierre Franzen, commerçant tous deux demeurant à Ktebriek,
qui ont signé le présent contrat avec les comparants et nous

notaire.
(signé) L. Donzelinger, Ch. Lippote, G. Lamort, L. Lisch.

Le notaire
K. Molitor, J.P. Franzen, L. Salentiny.
Quatre renvois et quatre-vingt-six mots royaux, Entre-
Ktebriek à Diekirch, le treize avril 1920. Vol. 359. fol. 8.

Case 2.
Gratia.

Le Receveur (signé) Meyer.
Pour copie conforme.

Ktebriek le 29 septembre 1920.
s. Salentiny.

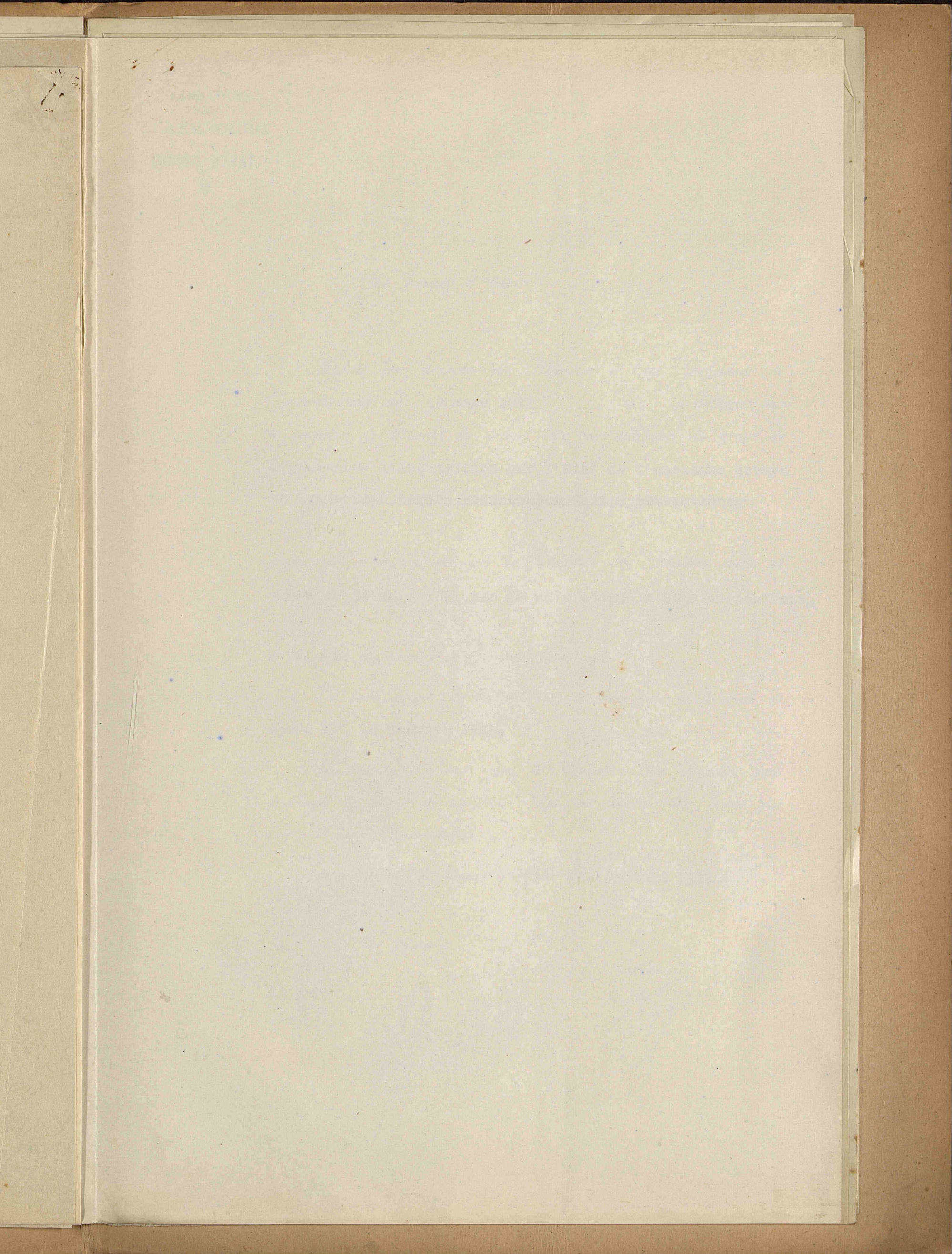
Le Directeur général de la Justice.
Pour copie conforme.

Le Directeur général de la Justice.
Pour copie conforme.

Le Directeur général de la Justice.
Pour copie conforme.

Le Directeur général de la Justice.
Pour copie conforme.

Le Directeur général de la Justice.
Pour copie conforme.



GR
LUX
CONS

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

CONSEIL D'ÉTAT.



Le Conseil d'Etat

*Appelé par dépêche du Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement, du 19 mars 1921, à délibérer sur
la question de dispense du second vote constitutionnel du projet de
loi concernant l'acquisition par l'Etat de l'ancienne abbaye
d'Echternach, par 28 voix contre 8 et 6 abstentions,*

*projet qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa
séance du 18 mars 1921, par 28 voix contre 8 et 6 abstentions,*

et dispensé du second vote constitutionnel ;

*Ou ledit projet de loi et l'avis y émis par le Conseil en
séance du 18 janvier 1921.*

*Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés pour
dispenser le projet de loi dont s'agit du second vote prévu par
l'art. 59 de la Constitution.*

Ainsi décidé en séance publique du 24 mars 1921.

Le Secrétaire,

Le Président,

LE MINISTRE

LE MINISTRE

LE MINISTRE

7

Le 15 Mars 1951

Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.
Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.
Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.
Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.
Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.
Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le 15 Mars 1951, par 24 voix contre 2 et 2 abstentions.

112

N° 16. - I. 21. - 2000.

Mon

Gouvernement

Affaires Étrangères
21A-II 3/13 D

Luxembourg, le 19 mars 1921.

11

7438

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 18 mars dr. la Chambre des Députés a adopté par 28 voix contre 8, et 6 abstentions, le projet de loi concernant l'acquisition par l'Etat de l'ancienne abbaye d'Echternach et a déclaré en même temps qu'il y a lieu à dispense du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Veillez, Monsieur le Président, inviter le Conseil à se prononcer à son tour sur la question de la dispense du second vote.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Reuter

A
Monsieur le Président du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.

CHAPTER I

When we consider the vast extent of the human mind, and the number of things which it is capable of comprehending, we are struck with the greatness of the power which God has bestowed upon it. It is not only able to receive and retain the impressions of the senses, but it is also able to compare and contrast them, to judge of their truth and falsehood, and to form general ideas from particular ones. This power is what we call reason, and it is the foundation of all our knowledge.

Reason is the faculty which enables us to discover the principles of morality, and to distinguish between right and wrong. It is the light which guides us in the path of duty, and it is the source of all our virtues. Without reason, we should be like brute beasts, without any sense of right or wrong.

REASON IS THE FOUNDATION OF ALL KNOWLEDGE.

CHAPTER II

OF THE SENSES

N° 18.
CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1920-1921.

PROJET DE LOI

CONCERNANT

l'acquisition par l'État de l'ancienne abbaye d'Echternach.



Dépêche au Conseil d'État.

Luxembourg, le 4 octobre 1920.

Monsieur le Président,

En exécution de la décision prise par la Chambre des députés dans sa séance du 30 juillet dernier, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'État un projet de loi concernant l'acquisition par l'État de l'ancienne abbaye d'Echternach.

L'acquisition a eu lieu, tout d'abord en vue de la conservation d'un monument d'une valeur historique incontestable; quant à son utilisation ultérieure, je crois pouvoir dire, sans exagération, que nous n'avons que l'embarras du choix.

A raison de la grande superficie des immeubles, le prix de 430.000 fr. peut être considéré comme modique.

J'ai l'honneur de joindre l'acte de vente du 2 avril 1920 qui vous fournira tous les renseignements nécessaires.

Veuillez avoir l'obligeance, M. le Président, d'appeler le Conseil d'État à délibérer sur le projet de loi ci-dessus dans une de ses prochaines séances.

Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,

A. LIESCH.

Projet de loi.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. — L'acquisition faite par l'État de l'immeuble situé à Echternach et connu sous le nom de « ancienne abbaye d'Echternach » est approuvée.

Art. 2. — Il est alloué au Gouvernement un crédit de 450.000 fr. pour le paiement du prix d'acquisition de cet immeuble en principal, frais et intérêts.

Ce crédit sera inscrit sous l'art. 110⁵ du budget de l'exercice 1921.

Mandons et ordonnons etc.

Avis du Conseil d'État.

Suivant acte reçu par le notaire Salentiny d'Ettelbruck, le 2 avril 1920, les héritiers de feu Henri Dondelinger d'Echternach ont vendu à l'État, représenté par le Directeur général des travaux publics, la part de leur auteur dans l'ancienne abbaye d'Echternach lui échue à la suite d'une licitation reçue par le notaire Baldauff le 9 avril 1877, le tout plus amplement décrit en l'acte d'acquisition; le prix de vente a été fixé à 430.000 fr. payables en argent luxembourgeois dans la huitaine

du vote des crédits nécessaires; les vendeurs ont déclaré en outre qu'ils ne seraient plus liés si ce vote n'a pas lieu avant le 1^{er} août 1920.

Dans un rapport daté du 28 février 1920 l'architecte de l'État déclare que l'acquisition par l'État de la seconde partie de l'ancienne abbaye d'Echternach au prix de 500.000 fr. constituerait non seulement une bonne affaire sous le point de vue financier, mais doit être considérée comme l'accomplissement d'une obligation imposée à l'État dans l'intérêt de la conservation d'un de nos plus intéressants monuments historiques; qu'il serait impardonnable si justement la plus belle partie de ce monument tombait entre les mains d'un spéculateur, la mutilant sans scrupule.

Le 25 avril 1918 l'architecte de l'État s'était déjà exprimé dans le même sens indiquant au surplus à quelle destination les bâtiments pourraient éventuellement servir.

Par sa dépêche du 4 octobre 1920 M. le Directeur général des travaux publics prie le Conseil de donner son avis sur l'acquisition dont s'agit.

Il serait difficile de contester que l'État avait tout intérêt à acquérir la seconde moitié d'un bâtiment, dont l'autre moitié, dans laquelle se trouve logé le gymnase, lui appartient déjà; en outre la conservation d'un bâtiment de cette importance ayant un caractère historique et monumental semblait s'imposer, surtout en présence du prix réduit à 430.000 fr. D'un autre côté il résulte de l'avis du Conseil en date du 7 janvier et., sur le budget de l'État, que notre passif s'achemine vers le demi-milliard et que les finances publiques sont entrées dans une phase qui conduit tout droit à l'abîme si nous ne mettons pas un frein énergique à nos dépenses. Les circonstances dans lesquelles l'acquisition a dû se faire, n'autorisent pas le Conseil à émettre un avis défavorable.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 janvier 1921.

Le Secrétaire,

A. FUNCK.

Le Président,

V. THORN.

Projet de loi et Arrêté grand-ducal.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. — L'acquisition faite par l'État de l'immeuble situé à Echternach et connu sous le nom de « ancienne abbaye d'Echternach » est approuvée.

Art. 2. — Il est alloué au Gouvernement un crédit de 450.000 fr. pour le paiement du prix d'acquisition de cet immeuble en principal, frais et intérêts.

Ce crédit sera inscrit sous l'art. 110⁵ du budget de l'exercice 1921.

Mandons et ordonnons etc.

Notre Directeur général de la justice et des travaux publics est autorisé à présenter, en Notre nom, à la Chambre des députés, le projet de loi qui précède.

Château de Berg, le 28 janvier 1921.

CHARLOTTE.

Le Directeur général de la justice et des travaux publics,

A. LIESCH.

Texte adopté — avec dispense du second vote constitutionnel — par la
Chambre des députés en sa séance du 18 mars 1921.

Luxembourg, le 18 mars 1921.

Le Président de la Chambre des députés,



[Signature]

V. BÜCK
LUXEMBOURG

